

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

Épreuve orale d'entretien

Sujet n° 15

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

Politiques publiques et environnement

La criminalité environnementale : état des lieux et perspectives

Laurent Mucchielli, Grégory Salle, dans *Déviance et Société* 2019/4 (Vol. 43), pages 469 à 479

Document tronqué(...) (961 mots)

La question des désastres sanitaires provoqués par les activités économiques connaît une publicisation croissante depuis les années 1970, en liaison avec le surgissement de l'écologie comme nouveau courant philosophique et politique dans les pays occidentaux. Les accidents majeurs et autres « catastrophes » qui surviennent régulièrement (de Santa Barbara en 1969 à Fukushima en 2011 en passant par Bhopal en 1984, pour ne prendre que trois exemples parmi les plus connus) ont amené les États ainsi que les organismes supranationaux tels que l'Union européenne à multiplier les législations, les organismes de contrôle et les outils de mesure. Cet ensemble de préoccupations intellectuelles et de mobilisations institutionnelles a rapidement dynamisé la recherche scientifique, en particulier dans le domaine biomédical et la climatologie, sans compter le regain de disaster studies à l'origine plus ancienne (Revet, 2011).

De leur côté, les juristes n'ont pas tardé à se saisir également d'un nouvel univers de normes nationales et internationales en constante évolution. Un droit de l'environnement se constitue ainsi dès le milieu des années 1970 : la Société française pour le droit de l'environnement est créée en 1974, la Revue juridique de l'environnement deux ans plus tard.

L'arrivée des sciences sociales dans ce champ est un peu plus tardive, du moins en Europe car, aux États-Unis, une sociologie de l'environnement se constitue comme sous-domaine de la discipline dès la fin des années 1970 (Buttel, 1978).

En France, ce sont surtout les juristes qui animent le débat, autour du droit pénal de l'environnement d'abord puis, plus récemment, autour de la notion d'« écocide », qu'il s'agit de faire reconnaître comme crime international (Neyret, 2014). En dépit de premières tentatives autour notamment de l'idée de « crime climatique » (Collectif, 2015), l'enjeu crucial de la qualification de certains actes ou de certaines pratiques comme « criminalité » ou comme « délinquance », et non seulement comme atteintes ou comme dommages, demeure peu traité.

Certes, au niveau international, on comprend aisément comment les égoïsmes nationaux menacent à tout moment de ruiner les efforts des savants. L'histoire n'est pas nouvelle (Boudia, Henry, 2015). Récemment, l'espoir suscité par les engagements collectifs pris lors de la COP 21 en décembre 2015 a

Paris a vite tourné à la désillusion après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis. Toutefois, sur le plan national, les thèmes de la protection de l'environnement et de la santé publique suscitant un large consensus politique, on pourrait s'attendre à des évolutions rapides et importantes. Or tel n'est guère le cas. Ces constats sont une invitation à l'enquête pour les sciences sociales, lesquelles semblent parfois à la traîne d'investigations journalistiques aussi audacieuses que documentées (Horel, 2015).

De fait, les recherches en science politique soulignent les contradictions et résistances qui entourent la mise en œuvre concrète des politiques publiques : « la gestion de beaucoup de dossiers (tels ceux des gaz de schiste ou des pesticides) montre le gouffre qui sépare les principes d'ouverture avec beaucoup de pratiques administratives et politiques qui demeurent discrétionnaires » (Lascoumes, 2012, 125). Il reste cependant beaucoup à faire pour étudier le rôle des agents administratifs des organes de contrôle dans la gestion des alertes sanitaires (Jouzel, Prete, 2017) et, plus largement, clarifier les enjeux et les conflits autour de la production de l'expertise dans le domaine sanitaire et environnemental (Henry et al., 2015 ; Counil, Henry, 2016). La recherche est également balbutiante quant au rôle des élus locaux, qui peuvent perturber les pollueurs en s'alliant aux agents de contrôle de l'État ou bien au contraire entrer dans des « logiques de gouvernance partagée et de régulation territorialisée » avec les industriels (Fournier, Mattina, 2013). Par ailleurs, les syndicats ouvriers traditionnels semblent, pour le moment, peu mobilisés en France sur les enjeux environnementaux comme les pollutions industrielles, à la différence de ce qui peut s'observer dans d'autres pays (Jobin, 2006 sur le cas du Japon). La question des lanceurs d'alerte (Chateauraynaud, 2013) et de leur protection reste peu étudiée dans ce domaine. Quant aux mobilisations citoyennes, sans le concours de l'État ou des élus locaux, elles sont fatalement impuissantes et demeurent globalement éparées et éphémères (Calvez, 2016).

Du côté de la sociologie de la délinquance, il reste à investiguer de très nombreux terrains. Du côté des pratiques industrielles, il serait important de pouvoir analyser les stratégies de « sécurisation des pratiques délinquantes » (Spire, 2013) ainsi que les stratégies de résistance aux pressions exercées par les États, les médias et les mobilisations citoyennes. Mais au-delà de cette mise en évidence des faiblesses cachées de la mise en œuvre des politiques publiques comme du traitement des alertes sanitaires, on peut faire l'hypothèse qu'au moins deux autres phénomènes macrosociologiques jouent probablement un rôle décisif pour comprendre la permanence de problèmes dont le diagnostic est pourtant établi.

Le premier est le phénomène de concentration progressive des entreprises que l'on constate depuis les années 1970 dans la plupart des secteurs économiques. De cette concentration découle également pour ces groupes économiques – c'est le deuxième phénomène – une puissance décuplée en matière de lobbying, de corruption et de délinquance. Anciennes, ces pratiques n'ont jamais disparu. Et elles se rencontrent de façon quasi systématique dans l'analyse des désastres sanitaires et environnementaux, qu'il s'agisse par exemple de l'industrie pharmaceutique ou encore de l'industrie agroalimentaire (Mucchielli, 2018a). En France, on peut même se demander si elles ne seraient pas particulièrement fortes du fait du niveau élevé de collusion existant entre le monde des dirigeants politiques issus des grandes écoles (en particulier l'ENA [École nationale d'administration] et les écoles d'ingénieurs, ce que Bourdieu [1989] appelait la « noblesse d'État ») et celui des dirigeants économiques, collusion qui se traduit notamment dans des pratiques courantes de « pantouflage » (Bouzidi et al., 2010 ; Rouban, 2010) ainsi que des problèmes récurrents de conflits d'intérêts et de corruption.
